

Rencontre sur les opportunités d'affaires

dans le pétrole mauritanien à Paris

Le tour de la France

Moins d'une semaine après le verdict dans le procès du capitaine Ely Ould Dah, poursuivi en France pour crimes de torture pratiqués en Mauritanie, s'est tenue le jeudi 7 juillet à Paris, au siège de l'Agence française pour le développement international des entreprises (UBIFRANCE), une importante rencontre entre une délégation du ministère de l'Energie et du Pétrole (conduite par le ministre), des sociétés mauritaniennes et une cinquantaine d'entreprises françaises sur les opportunités d'affaires dans le secteur mauritanien des hydrocarbures. Organisée par la mission économique française en Mauritanie et UBIFRANCE, cette rencontre a été l'occasion pour les participants d'être édifiés sur la réalité du pétrole mauritanien. Elle était aussi une invite aux entreprises françaises à venir investir en Mauritanie.

Premier à ouvrir le bal, le ministre de l'Energie et du Pétrole, Zeidane Ould H'meida, fera un long exposé sur l'état de l'exploration pétrolière dans le pays, le potentiel pétrolier et gazier et le cadre législatif et réglementaire. Selon lui, l'exploration, qui a commencé au début des années 70, s'arrêtera pendant une trentaine d'années parce qu'il n'y avait ni signes prometteurs ni technologie avancée, pour permettre la découverte de quantités exploitables. Mais depuis quelques années, avec les intenses activités menées par Woodside, Hardmann, Dana Petroleum et les

autres sociétés pétrolières qui ont introduit le sismique 3D, d'importantes quantités de pétrole et de gaz ont été découvertes. "Woodside a engagé un ambitieux programme de forages depuis septembre 2004. Deux plate-formes travaillent actuellement dans les eaux mauritaniennes en vue de réaliser les puits de développement de Chinguitti et des puits d'exploration dans d'autres prospects (Oualata, Tenet, Banda, Tiof)", dira le ministre. Concernant le bassin de Taoudenni, Ould H'meida dira que

Suite en page 3

Rencontre sur les opportunités d'affaires dans le pétrole mauritanien à Paris

Le tour de la France

Suite de la Une

"pour encourager les investisseurs étrangers, la Mauritanie offre des contrats de partage de production (PSP) aux termes avantageux". Certaines sociétés (Repsol, Wintershall, Zaver Petroleum,

lement attrayante, c'est incontestablement un point positif à mettre à l'actif du pays".

Suivront ensuite d'autres témoignages sur les perspectives d'activités dans le secteur des hydrocarbures.



De gauche à droite: Ahmed Baba O. Azizi de l'AJEM, Emmanuel Fontan de la société Technip, le conseiller économique de l'ambassade de France à Nouakchott et le ministre mauritanien de l'Énergie

Sphere...) ont déjà manifesté leur intérêt pour ce bassin. Six contrats ont été signés avec Total, CNPCIM et Baraka-Woodside et d'autres sont en cours de négociations.

Le ministre fera ensuite une présentation détaillée des différents champs pétroliers et gaziers avant d'inviter les entreprises françaises à saisir les opportunités qui s'offrent à elles en Mauritanie.

Environnement ouvert

Ce fut ensuite au tour du conseiller économique de l'ambassade de France, Antoine Chambord, de présenter un exposé sur les relations franco-mauritaniennes. Remontant jusqu'au 17^{ème} siècle et la guerre de Char Bebbia, le diplomate évoquera le commerce de la gomme, les traités avec l'Emirat du Trarza, les difficultés de Faïdherbe, l'œuvre de Coppelani et enfin la décolonisation. Il détaillera ensuite les différentes étapes de la coopération de l'indépendance à nos jours. "Vous trouverez en Mauritanie un environnement très ouvert à la France. Certes, il y a des difficultés: le pays est vaste mais aride, peu peuplé, pauvre -mais l'arrivée des ressources du pétrole va modifier la donne- et l'environnement des affaires y est encore un peu rudimentaire et complexe. Mais tous les Français qui y sont passés souhaitent y revenir: c'est un signe qui ne trompe pas", conclura M. Chambord.

Youssoupha Diallo, du cabinet BSD et associés, fera ensuite un exposé sur la fiscalité du secteur pétrolier comme les textes de base, la fiscalité applicable aux intervenants du secteur et le régime fiscal de l'opérateur pétrolier (les impôts dus, les exonérations, les droits et taxes douaniers, le BIC, l'ITIS etc.). Certains participants ont regretté -en coulisses- l'absence d'un représentant du ministère des Finances, une voix autorisée, presque pour rassurer les investisseurs. Selon un opérateur, "la fiscalité est la clé de voûte de tout le système économique. Si elle est réel-

Christian Bladier, vice-président adjoint pour l'Afrique du Nord de Total exploration et production, parlera des activités de Total en Mauritanie. David Blanning, directeur des contrats de Woodside Mauritanie, du pétrole offshore mauritanien: exploration, production (fin 2005) et perspectives. Sid'Ahmed Ould Abeidna, directeur général du Groupement Mauritanien de la logistique pétrolière, des opportunités d'affaires dans le secteur de la logistique. Emmanuel Fontan, directeur du développement des affaires internationales de Technip, parlera de l'expérience de cette société en Mauritanie et en Afrique. Jean-Jacques Royan, chargé de la coopération internationale au groupement des Entreprises pétrolières, de l'interface entre les opportunités d'affaires en Mauritanie et l'offre française. Auparavant, Ahmed Baba Ould Azizi, président de l'Association des Jeunes Entrepreneurs Mauritaniens (AJEM), avait fait une communication sur la place de la jeune entreprise dans le secteur des hydrocarbures. Après une présentation succincte de l'AJEM et de ses objectifs, Ould Azizi évoquera les impacts du secteur des hydrocarbures sur la promotion et le développement de la jeune entreprise. Il a exprimé enfin la disponibilité des entreprises membres de l'AJEM à l'égard des investisseurs et de l'État pour conclure des partenariats dans le secteur et a émis le souhait de voir se renforcer l'ancrage de ce secteur dans la sphère économique des jeunes entrepreneurs.

Après les communications, l'après-midi a été consacré aux entretiens individuels entre les représentants des opérateurs et des sociétés françaises intéressées par le secteur qui débouleront à coup sûr sur des partenariats. Plusieurs dirigeants de sociétés se sont dits particulièrement intéressés par ce pays qui présente tant d'opportunités et de garanties.

Esérons qu'ils ne seront pas déçus.

AHMED OULD CHEIKH
ENVOYÉ SPÉCIAL À PARIS